

et lui demander de remplir le questionnaire approprié. Puis on a expédié les questionnaires et on a assuré un suivi téléphonique auprès des non-répondants.

On a pu affecter une personne à temps plein à la collecte, à la vérification et à la saisie des données. Ainsi on a pu diffuser les données dès le mois de mars, en bien moins de temps que pour les enquêtes annuelles de plus grande envergure menées par le Programme de la statistique culturelle.

Le client a reçu des tableaux regroupant les données des enquêtes annuelles existantes et celles des enquêtes supplémentaires. Leur contenu ne permet pas de reconnaître les répondants.

Pour en savoir plus

Les enquêtes supplémentaires montrent qu'on peut, à des fins spéciales, recueillir des données auprès de certains groupes en relativement peu de temps. À noter toutefois qu'il faut assurer une coordination très serrée et éviter d'accroître le fardeau de déclaration.

Pour en savoir plus sur la commande d'enquêtes spéciales auprès du Programme de la statistique culturelle ou pour consulter les données des enquêtes supplémentaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

La culture en perspective (n° 87-004 au catalogue) ISSN 0843-7548 est une publication trimestrielle autorisée par le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. © Ministre des Approvisionnement et Services Canada 1990.

Rédactrice: Renée Langlois, (613) 951-1566

Abonnements: Canada : 6,25 \$ l'exemplaire, 25 \$ par année. États-Unis : 7,50 \$ US l'exemplaire, 30 \$ US par année. Autres pays : 8,75 \$ US l'exemplaire, 35 \$ US par année. Commandes : 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada).

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du ministre des Approvisionnement et Services Canada.

Nouvelles publications

- 87-204 Le film et la vidéo au Canada, 1987-1988
87-208 L'écoute de la télévision au Canada, 1988

Toujours disponible...

- 87-202 L'enregistrement sonore, 1987-1988
87-203 L'édition du périodique, 1987-1988
87-205 Les bibliothèques publiques au Canada, 1987
87-206 Dépenses publiques au titre de la culture, 1987-1988
87-207 Les établissements du patrimoine, 1986-1987
87-209 Les arts d'interprétation, 1987
87-210 L'édition du livre au Canada, 1987-1988
87-517 Dépenses publiques au titre de la culture au Canada, 1982-1983 à 1986-1987

Dernières données disponibles

- Enregistrement sonore: 1988-1989
Edition du périodique: 1987-1988
Production cinématographique et vidéo: 1988-1989
Distribution cinématographique et vidéo: 1988-1989
Laboratoires de films et services de post-production, 1988-1989
Cinémas: 1988-1989
Bibliothèques publiques: 1987-1988
Dépenses publiques au titre de la culture: 1988-1989
Établissements du patrimoine: 1987-1988
Radio et télévision: 1988
Compagnies d'art d'interprétation: 1987-1988
Edition et diffusion du livre: 1988-1989

Renseignez-vous...

Nous espérons que vous jugerez ce bulletin instructif et utile et que vous nous ferez part par écrit de vos observations. Veuillez adresser toute correspondance à l'adresse suivante:

La rédactrice,
La culture en perspective,
Division de l'éducation, de la culture et du tourisme,
Statistique Canada,
Immeuble R.H. Coats,
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Pour plus de renseignements sur les produits, les totalisations spéciales ou le contenu de certaines enquêtes, veuillez communiquer avec l'une ou l'autre des personnes suivantes:

- Directeur-adjoint, Culture
Iain McKellar 951-9038
Sous-section de l'accès aux données
Clifford Prôt 951-1557
Intégration des données
Renée Langlois 951-1566

Section des industries culturelles

- Chef
Kathryn Williams 951-1517
Edition et diffusion du livre
Michel Frève 951-1563
Edition du périodique
Fidelis Ifedi 951-1569
Film et vidéo
Marie Lavallée-Farah 951-1571
Enregistrement sonore
Nicole Charron 951-1544
Radio et télévision
John Gordon 951-1565

Section des activités et des institutions culturelles

- Chef
Roberta Sametz 951-9173
Compagnies d'art d'interprétation
Mary Cromie 951-6864
Établissements du patrimoine
Erika Dugas 951-1568
Bibliothèques publiques
Thomas Fitzpatrick 951-1562
Dépenses publiques au titre de la culture
Norman Verma 951-6863
Main d'oeuvre dans le domaine culturel
Mary Cromie 951-6864

LA CULTURE

E N P E R S P E C T I V E

STATISTICS CANADA
STATISTIQUE DU CANADA

87-004

Été 1990

Volume 2, No. 2

Des pépites d'or à la mine: la découverte des statistiques culturelles

Terry Cheney, Chef, Recherche et analyse des politiques,
Direction des musées et du patrimoine,
Ministère des Communications

Le travail de politiques sur les musées au ministère des Communications nécessite de plus en plus la prospection et l'exploitation des données sur le patrimoine du Programme de la statistique culturelle (PSC).

Ces efforts sont rémunérateurs, et les résultats contribuent à une meilleure compréhension de la culture canadienne et à l'élaboration de politiques culturelles. Cet article, à travers quelques exemples, démontre les contributions que peuvent offrir diverses approches à l'exploitation des données.

Au-delà de Gutenberg

Par le passé, la recherche socio-économique sur la culture a souvent porté soit sur l'analyse des données existantes publiées, soit sur l'élaboration de nouvelles collectes de données. Or, il est fréquent qu'un problème dont l'étude semble exiger l'élaboration de nouvelles données puisse, de fait, être étudié à l'aide de données sous exploitées ou inconnues. Dans plusieurs cas où les gestionnaires culturels pourraient désespérer d'obtenir des données, une quantité appréciable existe déjà.

Un secret pour couronner de succès les fouilles pour des renseignements sur la culture est de reconnaître que les données ne sont pas toutes publiées. Les technologies actuelles permettent des techniques améliorées pour découvrir de riches, et parfois surprenantes, mines de

données et de renseignements, ainsi que de meilleures méthodes d'analyse et de dissémination des résultats.

Bien que l'accessibilité limitée des données ait pu poser un problème aussi récemment qu'au début des années 80, ce problème s'est en bonne partie estompé depuis. Un organisme comme Statistique Canada offre sous forme électronique

- des données plus nombreuses,
- plus détaillées et
- plus actuelles que ne pourraient le faire les publications les plus complètes. L'accès à ces renseignements exige tout simplement du chercheur qu'il sache où s'adresser pour présenter sa demande.

Ainsi le Groupe de travail Bovey sur le financement des arts et l'équipe du ministère des Communications affectée au récent remaniement de la politique fédérale sur les musées ont été en mesure de trouver réponse à des questions précises sur le financement des arts et des musées, et de dégager les tendances en la matière (voir la Figure 1 en page 2) en s'adressant directement au Programme de la statistique culturelle.¹

¹ Se reporter à l'annexe 1, *Des enjeux et des choix: Projet d'une politique et de programmes fédéraux intéressant les musées*, Approvisionnement et Services Canada, 1988; ainsi qu'aux données et à l'annexe D, *Le financement des arts au Canada d'ici l'an 2000*, Approvisionnement et Services Canada, 1986.

Dans ce numéro:

Des pépites d'or à la mine: la découverte des statistiques culturelles	1
Un magnétoscope, ou le cinéma?	3
L'évolution des bibliothèques publiques	5
Exploration de nouvelles voies pour les enquêtes spéciales	6
Pleins feux sur les données	6
Dernières données disponibles, nouvelles publications	7

De telles communications sont bénéfiques tant aux utilisateurs qu'aux fournisseurs de statistiques. Les discussions concernant les données, et les besoins spécifiques en données, permettent d'apprendre à mieux utiliser les données et d'améliorer les modalités de collecte et de présentation. Une telle communication crée des contacts tout spécialement utiles quand il faut traiter rapidement de projets spéciaux. L'obtention des chiffres relatifs aux dépenses des musées, nécessaires pour étudier l'incidence éventuelle sur les musées de la taxe sur les produits et services, a constitué un cas d'espèce à cet égard.

Personnaliser les données

C'est un défi pour les gestionnaires d'activités culturelles que d'obtenir des données nationales qui soient cohérentes et comparables. La question a été examinée en détail dans

1010044741

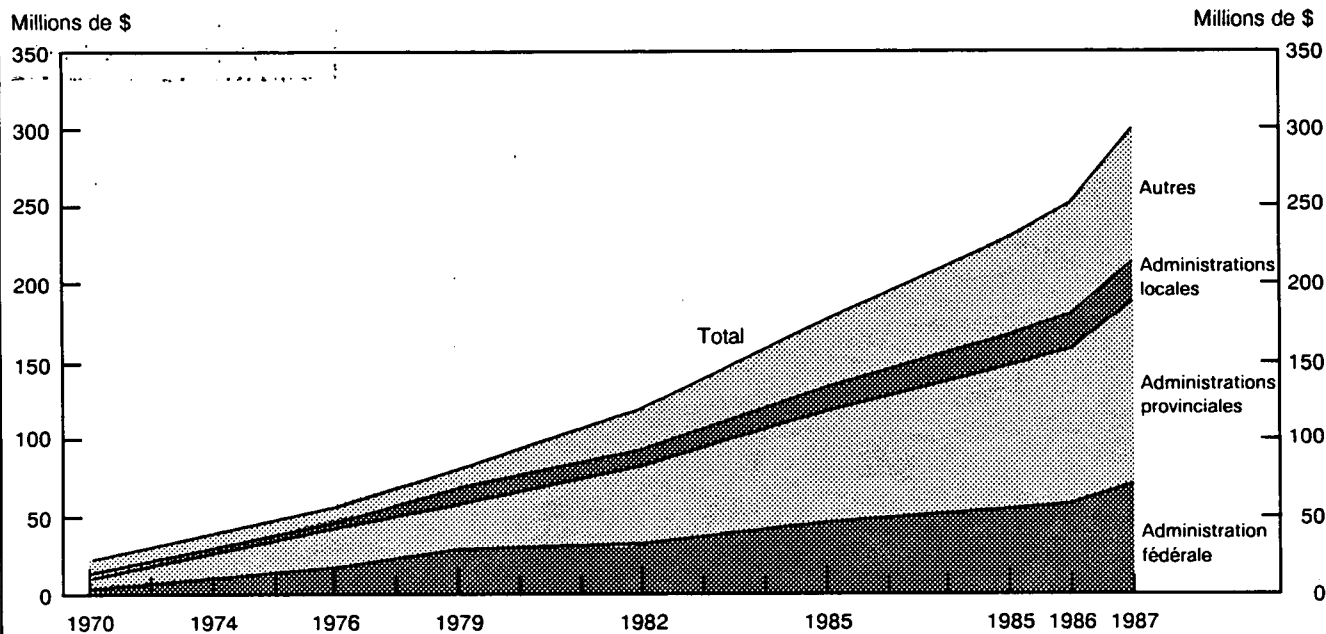


Statistique Canada
Library
Bibliothèque du Canada



Figure I
Le financement des musées

Revenus de fonctionnement selon la provenance, 1970 - 1987



le cadre d'une étude commandée par les ministres fédéral et provinciaux responsables de la culture. Il s'en est dégagé des résultats intéressants tant pour les participants que pour le Programme de la statistique culturelle. Le groupe d'étude a obtenu des

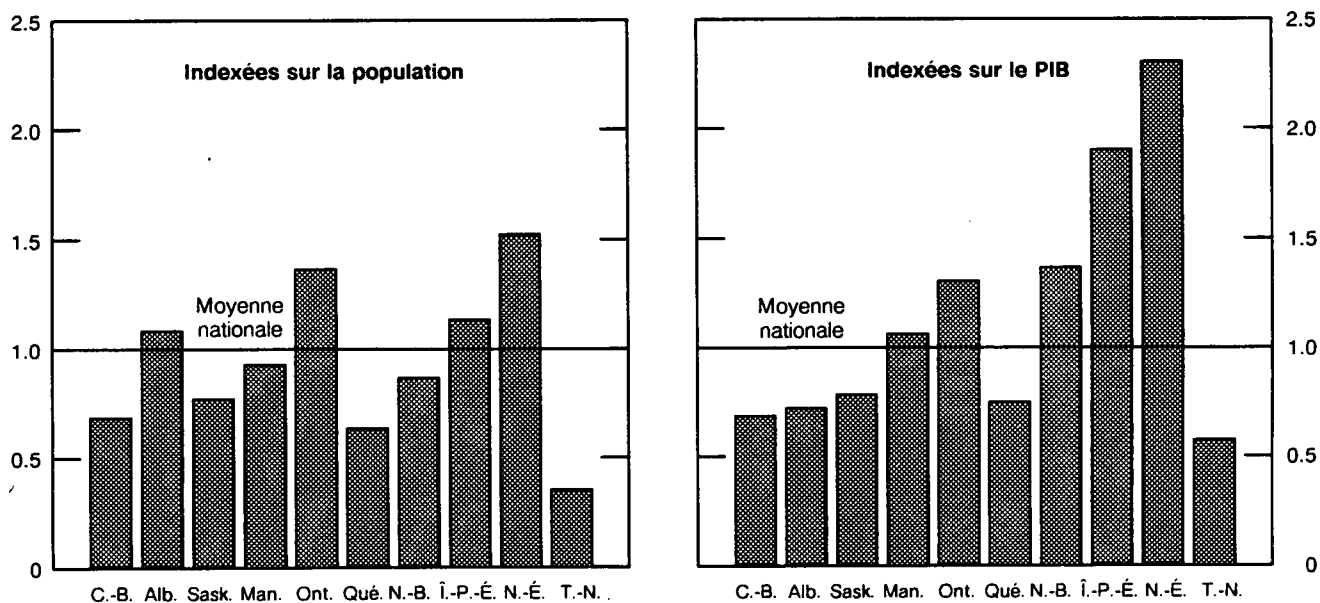
données personnalisées du Programme et leur a ajouté des renseignements recueillis au niveau provincial (voir la Figure II).²

² Voir *Dimensions économiques du secteur culturel*, ministère des Communications.

Non seulement l'expérience a-t-elle renforcé les enquêtes permanentes et accru le dialogue avec les utilisateurs de données, mais, par ailleurs, les utilisateurs sont venus à reconnaître de plus en plus la validité et l'utilité de données qui auraient pu sembler limitées.

Suite p. 3

Figure II
Dépenses de fonctionnement des établissements du patrimoine, 1985



Pleins feux sur la culture canadienne

Les données recueillies peuvent avoir une incidence directe et spectaculaire. Une des études sur la statistique culturelle les plus significatives à cet égard a comporté la collecte de données sur les activités de loisir des Canadiens à la fin des années 70. Ces données ont démontré un fait jusqu'alors mésestimé, à savoir que la participation à des activités culturelles était aussi généralisée que la participation à des activités sportives. En conséquence, une part importante des fonds accumulés dans le cadre de loteries (lesquels dépassent un milliard de dollars par année) a été affectée au financement des arts.

Sur un plan moins spectaculaire, le ministère des Communications veille à mettre des données de base à la disposition de la collectivité. Le Programme de la statistique culturelle recueille un grand nombre de données sur la culture, mais ne les publie pas toutes. Le ministère des Communications rassemble des données sur des groupes précis de musées et trace des profils provinciaux servant d'arrière-plan aux discussions avec les provinces, assure la diffusion de faits saillants par l'intermédiaire des bulletins des associations de musées et produit des fiches documentaires sur les musées destinées à diffuser des données statistiques de base. (On en trouve un exemple dans le présent numéro.)

Les statistiques sur la culture proviennent principalement du Programme de la statistique culturelle, mais ce n'en est pas l'unique source. On peut s'en faire une meilleure idée en consultant les publications de Revenu Canada ou les bases de données privées, comme celle du Conseil pour le monde des affaires et des arts du Canada. Les questions d'intérêt spécial peuvent être traitées efficacement au moyen d'études ponctuelles, comme celle sur le marché du travail dans les musées qui vient d'être réalisée pour le ministère des Communications par l'Association des musées canadiens (ces études fournissent des renseignements détaillés sur des sujets non couverts par le recensement). Toutes ces sources de données contribuent à mettre en lumière les caractéristiques

de l'activité culturelle canadienne et permettent de mieux planifier et élaborer des programmes conçus pour soutenir cette activité.

Exploiter les données existantes

L'utilisation des données ne se fait pas sans inconvénients. Tout d'abord, les bonnes enquêtes sont longues à réaliser et portent nécessairement sur des exercices financiers terminés.³ Une fois les données recueillies, il faut les ressources et les compétences nécessaires pour s'en servir (les chiffres ne parlent pas d'eux-mêmes!). Il se peut qu'on n'ait pas toutes les données voulues, mais il vaut mieux allouer les ressources à l'exploitation de celles qui existent plutôt qu'à la collecte de données supplémentaires.

Étant donné cette allocation, une quantité d'information existe qui peut être bien utilisée.

Quoique le Programme de la statistique culturelle date seulement du début des années 70, le bilan de ses réalisations est éloquent. Le

³ Les comparaisons à l'échelle internationale indiquent que les données canadiennes comptent un nombre des plus actuelles.

Programme dispose d'un stock considérable de données chronologiques; nombre d'études ponctuelles ont été réalisées, que ce soit sur les artistes, l'incidence économique du domaine culturel ou d'autres sujets; les travaux de recherche n'ont cessé de gagner tant en qualité qu'en nombre, comme en témoignent ceux du Groupe de travail sur la politique de la radiodiffusion. La nécessité et les avantages d'inclure les statistiques culturelles entrent de plus en plus en ligne de compte dans l'étude de diverses questions allant du libre-échange à la TPS. Certains des exemples qui précèdent devraient inciter les utilisateurs éventuels à jeter eux-mêmes un coup d'oeil sur les données et à approfondir ainsi leur domaine de spécialisation.

La première démarche à entreprendre pour accéder aux données disponibles est de communiquer avec le Programme de la statistique culturelle. Le personnel de Statistique Canada est toujours prêt à discuter de vos besoins en données et à vous aider à exploiter les bases de données existantes afin d'obtenir les renseignements nécessaires. Bonnes fouilles!

Un magnétoscope, ou le cinéma?

Renée Langlois, Analyste de l'intégration des données

En 1986, la famille canadienne moyenne a consacré plus d'argent à l'achat d'un magnétoscope et à la location de vidéocassettes qu'aux sorties au cinéma.

Dans l'ensemble, elle a consacré aux dépenses culturelles \$889 en 1986, soit 15 % de plus en dollars constants par rapport à 1978. Cela se compare avantageusement à la hausse de 3 % (en dollars constants) enregistrée pour l'ensemble des dépenses courantes. Aux fins de notre propos, les dépenses culturelles concernent le matériel de détente au foyer; les sorties au cinéma, au concert, au théâtre et dans les établissements du patrimoine; les ouvrages de lecture autres que le matériel didactique; ainsi que le matériel d'artisanat, les instruments de musique et les oeuvres d'art.

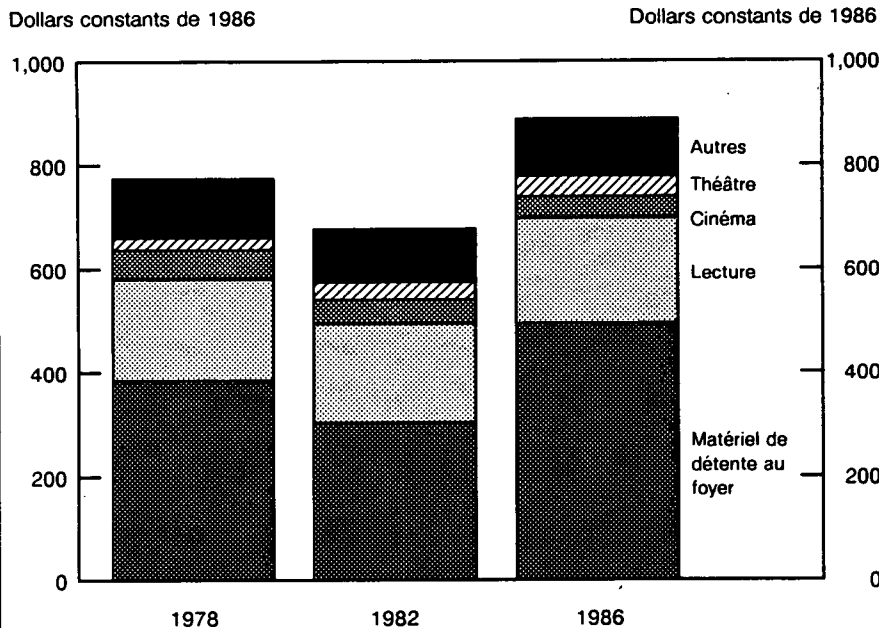
En 1978, la famille consacrait 2.3 % de son budget de dépenses à l'achat de biens et services culturels. En 1986, la proportion s'élevait à 2.5 %, alors que pour l'année d'enquête intermédiaire (1982), elle avait régressé à 2.1 %, peut-être en raison des difficultés économiques que bien des familles ont connues. En dollars constants de 1986, les dépenses culturelles engagées par la famille moyenne ont atteint \$775 en 1978, chuté à \$679 en 1982, puis rebondi à \$889 en 1986.

La majeure partie des dépenses ont été consacrées à l'achat de matériel de détente au foyer, soit 50 % en 1978, 45 % en 1982 et 55 % en 1986. Les dépenses incluaient l'achat de matériel audio, téléviseurs, composantes vidéo, disques, bandes

Suite p. 4

Figure III

Dépenses moyennes des familles sur la culture, 1978, 1982 et 1986



magnétiques et disques compacts; les frais de câblodistribution; et la location de vidéocassettes (voir la Figure III).

En fait de matériel de détente au foyer, les dépenses moyennes se sont établies à \$492 par famille en 1986, en hausse de 62 % par rapport à 1982. Comme on pouvait s'y attendre, l'augmentation s'explique en grande partie par la révolution vidéo du début des années 80. En 1986, plus de 11 % des familles avaient acheté un magnétoscope pendant l'année, comparativement à moins de 3 % en 1982. Il s'est dépensé \$67 en moyenne par famille pour l'achat de magnétoscopes. En outre, selon l'enquête sur l'équipement ménager réalisée par Statistique Canada, 52 % des ménages canadiens possédaient un magnétoscope en 1988, contre seulement 12 % en 1984.

En 1986, les familles ont consacré en moyenne \$41 à la location de vidéocassettes et s'adonnaient à cette activité dans une proportion de 42 %. La même année, les frais de câblodistribution ont atteint \$104 pour la famille moyenne, en hausse de 85 % par rapport à 1978, en dollars constants.

Vu le si grand nombre de Canadiens ayant accès à un téléviseur équipé

d'un magnétoscope, est-ce qu'on écoute plus souvent la télévision? D'après la banque de données sur la télévision du Programme de la statistique culturelle, le nombre moyen d'heures d'écoute hebdomadaires n'a fluctué que légèrement de 1980 à 1987, pour se maintenir aux environs de 24 heures, et s'est établi à 23.5 heures en 1988. Les Canadiens ne semblent donc pas avoir accru leur nombre d'heures d'écoute depuis l'introduction du magnétoscope sur le marché; ils auraient plutôt modifié leurs habitudes d'écoute. De fait, la télévision payante et les magnétoscopes captent actuellement 6 % du nombre total d'heures d'écoute, soit environ 1 heure 25 minutes par semaine.

Le magnétoscope a-t-il eu une incidence sur les sorties au cinéma? Selon les données d'enquête, il s'est dépensé 28 % de moins pour les droits d'entrée au cinéma en 1986 (\$41 par famille) par rapport à 1978 (moyenne de \$57 par famille). Les familles du Nouveau-Brunswick ont dépensé le moins (\$24) pour les sorties au cinéma, mais le plus (\$53) pour la location de vidéocassettes. Si on examine les dépenses que des familles ayant fait des sorties au cinéma, les dépenses moyennes ont quand même régressé de 19 % en

dollars constants. Le taux national de fréquentation des cinémas est tombé de 59 % à 52 % au cours de la période visée. D'après l'enquête sur les cinémas et les ciné-parcs du Programme de la statistique culturelle, les entrées aux cinémas suivent une évolution similaire, ayant diminué de 18 % de 1978 à 1986. Les données de 1987, par contre, indiquent que la tendance à la baisse pourrait être terminée.

Si les Canadiens semblent dépenser moins pour les sorties au cinéma, ils dépensent davantage pour assister à des pièces de théâtre et à des concerts, soit 56 % de plus en dollars constants entre 1978 et 1986. À ce sujet, les dépenses moyennes par famille ont affiché la deuxième hausse en importance au titre des dépenses culturelles, après les frais de câblodistribution. Dans toutes les provinces, il s'est déclaré des dépenses accrues pour les spectacles sur scène, l'augmentation s'échelonnant de 26 % au Québec à 138 % à l'Île-du-Prince-Édouard. Non seulement les familles dépensent davantage pour les spectacles sur scène, mais elles sont plus nombreuses à engager de telles dépenses (39 % en 1986 contre 28 % en 1978).

A titre de comparaison, les dépenses concernant les droits d'entrée à des événements sportifs sont restées stables de 1978 à 1986 et, à \$26 par famille, sont inférieures à celles engagées pour les droits d'entrée à des spectacles sur scène. Fait intéressant, il en est de même ailleurs qu'au pays. Dans la note 32 (décembre 1989) de sa division de la recherche, la National Endowment for the Arts des États-Unis rapporte qu'il s'est dépensé moins par habitant pour les événements sportifs que pour les spectacles sur scène de 1985 à 1988 (données les plus récentes).

En fait d'ouvrages de lecture (sauf le matériel didactique), les dépenses tendent à varier en fonction du genre d'ouvrage. Les familles dépensent moins pour les éditions reliées (-18 % de 1978 à 1986) que pour les éditions de poche (+ 13 % pendant cette période). En 1986, la famille canadienne moyenne a dépensé \$28 en éditions reliées et \$34 en éditions de poche. Les dépenses engagées

pour l'achat de revues ont augmenté de 19 %. Au Québec, les dépenses étaient de loin les plus importantes au titre des ouvrages de lecture en 1978 (\$222 par famille), mais elles ont diminué de 13 % en 1986. Dans toutes les autres provinces, les dépenses à ce titre ont évolué à la hausse.

Les chiffres à la base de cet article proviennent de l'enquête sur les dépenses des familles, que Statistique Canada mène environ tous les deux ans depuis 1953. L'enquête comporte l'envoi d'un questionnaire détaillé à un échantillon de familles canadiennes et

visé à recueillir des renseignements sur diverses dépenses engagées au cours de l'année, allant de l'alimentation, du logement, de l'habillement, des soins de santé, des services de garderie, de l'ameublement et de l'éducation, jusqu'aux ouvrages de lecture et aux visites de musées. La plupart des enquêtes se sont limitées à certaines villes du pays, mais celles de 1978, de 1982 et de 1986 ont englobé toutes les provinces, ce qui permet de disposer de données à l'échelle nationale et provinciale. Les résultats concernant les dépenses engagées pour les biens et services culturels

fournissent aux chercheurs une véritable mine de renseignements sur les tendances observées en ce domaine.

Aux fins de notre propos, un certain nombre de postes ont été extraits des fichiers des enquêtes nationales de 1978, de 1982 et de 1986. Tous les chiffres sont exprimés en dollars constants de 1986. La prochaine enquête sur les dépenses des familles sera menée par la Division des enquêtes-ménages pour l'année 1990 et se limitera à certaines villes. La prochaine enquête à l'échelle nationale se penchera sur l'année 1992. □

L'évolution des bibliothèques publiques

Thomas Fitzpatrick, Chef de projet, Enquêtes sur les bibliothèques publiques

Au cours des années 80, l'inflation a eu pour effet d'ébranler la situation financière des bibliothèques publiques. Dans l'ensemble, les revenus et les dépenses de fonctionnement ont affiché de fortes hausses de 11 % et 128 % respectivement, qui se transforment néanmoins en baisse lorsqu'on les exprime en dollars constants de 1979.

De fait, si on excepte 1984, le niveau de financement des bibliothèques publiques a décliné chaque année depuis 1981. Comme les dépenses de fonctionnement ont régressé à un

rythme moins rapide, il en est résulté une élimination graduelle de l'excédent d'exploitation jusqu'à l'année de référence 1987-1988 (voir la Figure IV).

Les administrations locales et provinciales, qui interviennent pour plus de 94 % du revenu de fonctionnement en 1987-1988, sont comme toujours la principale source de financement des bibliothèques publiques. Les administrations locales représentent la principale source de financement en Ontario, au Québec et dans les provinces de

l'Ouest (leur apport s'échelonnant de 68 % en Saskatchewan à 85 % en Ontario), tandis que les administrations provinciales assurent la majeure partie du revenu de fonctionnement dans les provinces de l'Atlantique.

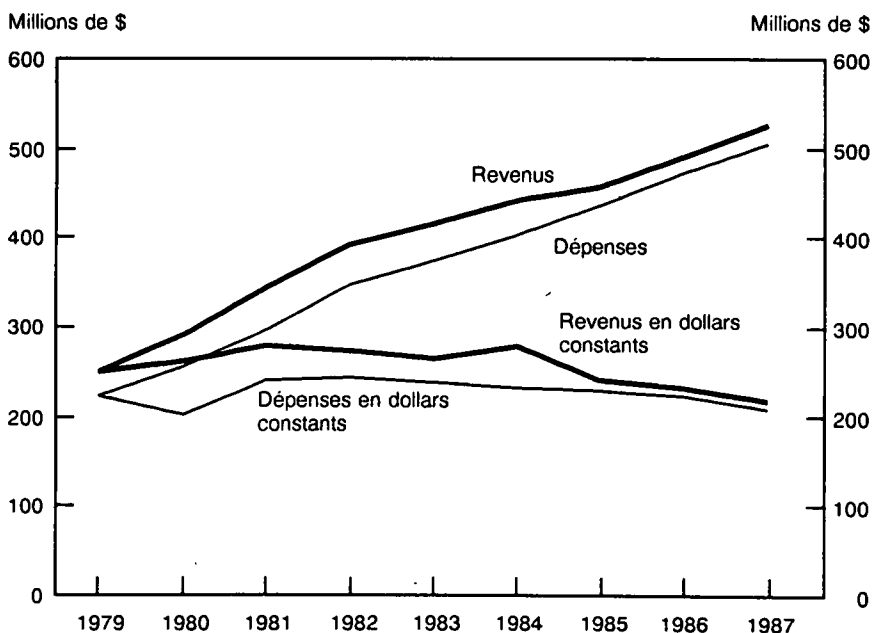
Les frais de personnel comptent pour 78 % des dépenses totales de fonctionnement en 1987-1988, soit une hausse considérable par rapport à 1979-1980, lorsque la proportion était de 63 %.

En dollars constants, les frais de personnel ont fluctué au cours de la décennie, passant de \$138 millions en 1979 à un sommet de \$168 millions en 1983, avant d'atteindre le plancher actuel de \$128 millions. Cela est surprenant si on considère que les effectifs des bibliothèques publiques n'ont cessé de croître pour passer de 10,456 en 1979 à 12,287 en 1987-1988.

Fait intéressant, leur composition a varié légèrement au cours de la décennie : le personnel de soutien regroupait 62 % des effectifs en 1987-1988, contre 56 % en 1979, tandis que la proportion des bibliothécaires est tombée de 23 % à 18 %; celle des bibliothécaires diplômés est restée inchangée, à 20 %.

L'achat de livres, le deuxième poste en importance en 1987-1988, a constitué 14 % des dépenses de fonctionnement, contre 16 % en 1979. En dollars constants, les dépenses afférentes au fonds de livres ont affiché une régression constante, reculant de 31.4 millions en 1979-1980 à 23.4 millions en 1987-1988. À titre d'exemple, les acquisitions de documents imprimés se sont maintenues à 3.9 millions de titres depuis 1984. □

Figure IV
Bibliothèques publiques, 1979-1980 à 1987-1988
Revenus et dépenses de fonctionnement



Exploration de nouvelles voies pour les enquêtes spéciales

Kathryn Williams, Chef de la Section des industries culturelles

Le Programme de la statistique culturelle a réalisé trois nouvelles enquêtes destinées à renseigner davantage sur les producteurs et distributeurs de film et sur les services cinématographiques en Ontario. Ces enquêtes, qui complètent les données déjà recueillies, ont été conçues et vérifiées et se sont déroulées sur une période de sept mois en 1989 et 1990.

Motifs à l'appui des enquêtes

Le Programme de la statistique culturelle a accepté de réaliser ces enquêtes pour plusieurs raisons.

- Fournir au client, NGL Consulting Ltd. (moyennant recouvrement des coûts) les données nécessaires afin de réaliser une étude complète d'incidence socio-économique pour la Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne. D'ordinaire, les données recueillies par le Programme ne sont pas aussi détaillées qu'elles devaient l'être pour cette étude.
- Réduire le fardeau de déclaration imposé aux entreprises de l'Ontario. Sans la participation de Statistique Canada, NGL Consulting Ltd. aurait eu à reproduire les enquêtes réalisées par le Bureau et à mener les enquêtes supplémentaires.
- Obtenir des renseignements sur les entreprises de l'Ontario ne figurant pas sur la liste d'expédition des enquêtes. Il est toujours bon de disposer de nouvelles sources de renseignements pour mettre les listes à jour et s'assurer d'une couverture intégrale.
- Vérifier des questions devant être ajoutées dans l'avenir à trois des quatre questionnaires couvrant présentement le secteur du film.

Données recueillies

On a conçu trois questionnaires supplémentaires de concert avec NGL Consulting Ltd. et un comité consultatif mis sur pied aux fins de l'étude et comprenant la Société de développement de l'industrie

cinématographique ontarienne, l'Association canadienne du cinéma et de la télévision et l'Association of Canadian Film and Television Producers. Il s'agissait d'obtenir des renseignements sur les entreprises ontariennes dont l'activité concerne :

1. la production de films, de bandes vidéo et de documents audiovisuels;
2. la distribution de films, de bandes vidéo et de documents audiovisuels et la vente en gros de vidéocassettes;
3. les services de traitement de films en laboratoire, de production et de post-production.

Les questionnaires recueillaient des données détaillées sur l'emploi, le chiffre d'affaires, les dépenses, les clients, les sources de financement, les produits, etc., et plus précisément, sur le sexe des employés, les clients

résidant aux États-Unis, les lieux où les dépenses sont engagées, le budget des productions, les dépenses de publicité, etc. Les répondants devaient fournir des données pour l'exercice financier compris entre le 1^{er} avril 1988 et le 31 mars 1989.

Comme les questionnaires supplémentaires ont suivi de très près ceux qui existent déjà, le Programme de la statistique culturelle a pu vérifier et finaliser les questionnaires très rapidement.

Déroulement des enquêtes

En raison de contraintes de temps, on n'a retenu pour les enquêtes supplémentaires que 190 des 443 entreprises ontariennes admissibles (lesquelles comptaient pour 90 % du chiffre d'affaires total pour chacune des enquêtes existantes). NGL Consulting Ltd. a relevé seulement 10 entreprises ne figurant pas déjà sur la liste d'expédition des questionnaires.

En décembre, on a téléphoné à chaque entreprise pour lui justifier la tenue des enquêtes supplémentaires

Suite p. 7

Pleins feux sur les données

Acquisitions par les bibliothèques publiques, 1987-1988	3.9 millions de titres
Assistance moyenne par spectacle, 1987-1988:	
troupes de théâtre	273
ensembles musicaux	1,190
Dépenses au titre de la culture des administrations municipales, 1987-1988	\$898.2 millions
Assistance aux parcs naturels, 1987-1988	49.8 millions
Pourcentage de l'écoute de la télévision vouée aux programmes d'origine canadienne, automne 1988	38%
Taux de fréquentation aux salles de cinéma, 1987-1988	3.2 fois/année par personne
Recettes de la vente et de la location de films et de bandes vidéo, 1988-1989	
- Grossistes de vidéocassettes sous contrôle canadien	\$159 millions
- Grossistes de vidéocassettes sous contrôle étranger	\$4 millions
Prix moyen du numéro de périodiques canadiens, 1987-1988	\$4.11
Ventes nettes de livres édités au Canada, 1987-1988	\$685 millions
Part de marché des ventes d'enregistrements, 1988-1989	
albums vinyle	22%
bandes pré-enregistrées	52%
disques compacts	26%